

Oui, l'Europe peut renaître avec un Traité climat et emploi !

Cette tribune est cosignée par différentes personnalités européennes au sujet de leur projet de Pacte européen pour le climat. Elle fait également écho aux questions qui secouent l'Europe ces jours-ci.

La paix mondiale ne saurait être préservée sans des efforts créateurs à la hauteur des dangers qui la menacent. » Alors que l'Europe et le monde semblent rouler lentement vers le chaos, comment ne pas penser à ces mots prononcés le 9 mai 1950 par Robert Schuman quand il décide avec Konrad Adenauer de créer l'Union charbon acier ? Pour rendre la guerre impossible en Europe, « la France et l'Allemagne proposent à leurs voisins une action limitée mais décisive », explique Schuman modestement, mais la presse ne s'y trompe pas et annonce « une décision révolutionnaire ».

Quelle est, en 2018, l'action limitée mais décisive qui permettrait de rompre avec les logiques mortifères à l'œuvre en Europe et dans toute la planète ? Quelle est la décision révolutionnaire qui peut éteindre une bonne part des incendies naissants et construire un avenir plus équilibré ?

Le projet de Pacte européen pour le climat rendu public le 7 décembre dernier par 150 dirigeants venus de 12 pays nous semble un levier très puissant, capable de répondre à plusieurs des crises qui minent nos sociétés. Les signataires de cet appel demandent que l'Europe adopte au plus vite un traité pour financer la transition énergétique, sur le territoire européen mais aussi en Afrique et dans tout le pourtour de la Méditerranée.

Rappelant que la Banque centrale européenne a créé plus de 2.500 milliards en moins de trois ans et que l'essentiel de ces sommes colossales est allé nourrir la spéculation, ils appellent à mettre la création monétaire au service du climat et de l'emploi, en créant une Banque européenne du climat, chargée de fournir à tous les Etats membres et aux pays alliés des financements à taux 0, exclusivement consacrés aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables.

Un budget pour le climat

S'appuyant sur les travaux de Sir Nicholas Stern, ils proposent que chaque pays dispose, chaque année, d'une enveloppe correspondant à 2 % de son PIB : la France disposerait chaque année de 45 milliards à taux 0. L'Allemagne de 65 milliards. L'Italie, 40 milliards. L'Espagne 25 et la Belgique 9,5...

En plus de ces financements à taux 0, ils appellent à la création, au niveau eu-

ropéen, d'un vrai budget climat : un budget de 100 milliards, chaque année, pour investir sur des projets fondamentaux qui ne sont pas immédiatement rentables (et pour lesquels l'investissement privé est donc totalement insuffisant). De même qu'on a su investir dans l'éducation, la santé ou la défense, ils proposent un budget qui permettrait d'investir, chaque année, 40 milliards pour l'Afrique et la Méditerranée, 10 milliards pour la recherche et 50 milliards pour financer le chantier sur le territoire européen.

Comment trouver 100 milliards sans augmenter les impôts des citoyens ? La meilleure façon est de stopper les subventions aux énergies fossiles, de lutter contre l'évasion fiscale et contre la concurrence fiscale intra-européenne : en quelques décennies, le taux moyen de l'impôt sur les bénéfices est tombé en Europe de 40 à 19 % alors qu'aux Etats-Unis, de Roosevelt à Trump, il restait stable à 38 %, après que Roosevelt a créé un impôt fédéral pour stopper le dumping entre Etats unis mais concurrents.

C'est le monde à l'envers : 19 % en Europe contre 38 % aux Etats Unis ! Et même après la réforme que Donald Trump vient de faire approuver, l'impôt sur les bénéfices reste à 24 % aux Etats-Unis. Rien n'empêche de créer en Europe un impôt fédéral sur les bénéfices. Même avec un taux limité à 5 % en moyenne, cette contribution des actionnaires rapporterait plus de 100 milliards chaque année.

Créer des emplois durables

Avec de tels financements, la lutte contre le dérèglement climatique pour-

Rien n'empêche de créer en Europe un impôt fédéral sur les bénéfices

rait radicalement changer de braquet : rien qu'en France, l'Agence pour l'environnement et la maîtrise de l'énergie estime qu'on pourrait créer jusqu'à 900.000 emplois. 5 ou 6 millions d'emplois en Europe et sans doute bien plus dans les pays du Maghreb et dans l'ensemble de l'Afrique...

Créer très massivement des emplois

utiles, durables et non délocalisables des deux côtés de la Méditerranée, de Copenhague à Johannesburg en passant par Venise et Bamako, n'est-ce pas une bonne façon de diminuer très fortement les flux migratoires (migrants économiques et migrants climatiques) et de lutter contre le désespoir que provoquent, dans tous nos pays, le chômage et la précarité ?

En 1989, après la chute du mur de Berlin, il a suffi de six mois à Kohl et Mitterrand pour créer une banque finançant la transition des pays ex-soviétiques. Alors qu'on parlait de rien, la Berd a été créée en six mois seulement ! Si la Banque du climat est une filiale à 100 % de la BEI, la Banque européenne d'investissement, on peut aller aussi vite et elle profitera immédiatement de la note AAA de sa maison mère.

De même, pour le budget européen, financé par un impôt fédéral sur les bénéfices : cela fait 30 ans qu'on en parle. Tout est prêt techniquement pour le déploiement d'un tel projet. Et annoncer clairement que ce budget sera financé par une contribution des actionnaires (et non de l'ensemble des citoyens) et qu'il permettra de lutter contre le dérèglement climatique (un sujet qui concerne tous les Etats membres) va sans doute permettre de rassembler un grand nombre de pays.

Angela Merkel a rappelé le 19 juin que c'est cette année que les décisions majeures doivent être prises et que les nouveaux traités (ou les traités modifiés) devront être ratifiés dès 2019. Merkel a raison : c'est maintenant ou jamais ! Il est urgent de passer à l'action. Les peuples n'en peuvent plus d'être ballottés d'une crise à l'autre, d'une promesse à l'autre... « *Votez Oui à Maastricht, et on se mettra au travail sur l'Europe sociale juste après* », affirmait Jacques Delors en 1992. « *Lutter contre le dumping fiscal et créer un impôt européen sur les bénéfices ? C'est le prochain chantier* », expliquait aussi Jacques Delors avant le référendum de 2005... mais les Anglais ne voulaient pas d'un impôt européen.

Un sentiment de trahison

« *Si les Allemands avaient voté par référendum, ils auraient voté non, comme les Français* », déclarait le porte-parole de la CDU fin 2005. « *Il faut entendre la colère des peuples. Il faut négocier un protocole social européen* », affirmait Angela Merkel en 2007 devant tous les chefs d'Etat réunis à Berlin. Hélas, Sarkozy préférerait « aller vite » et conclure un mini-traité qui ne comportait aucune dimension sociale... Comment ne pas comprendre, dès lors, le sentiment qu'ont beaucoup d'Européens d'avoir été trahis ?

L'Europe est à deux doigts du K.-O. Il est urgent que les dirigeants européens décident d'une action limitée mais décisive, qui aura un impact concret sur la vie quotidienne, l'emploi et le pouvoir d'achat des millions d'hommes et de femmes qui ne croient plus au projet européen. A tous ceux-là, il est urgent de prouver que l'Europe est à leur service. Comme il est urgent de donner tort à tous ceux qui pensent que l'Europe est incapable de se réformer parce qu'elle est aux mains des lobbies et au service des banques.

Oui, c'est maintenant ou jamais. En

1950, il a suffi de deux semaines à Schuman et Adenauer pour décider de l'Union charbon acier. Deux semaines seulement, après des décennies de guerres et de haines accumulées ! L'Europe est née avec l'Union charbon et acier. Elle peut renaître avec un Traité climat et emploi. ■

Signataires : **Dany Cohn-Bendit**, ancien député européen ; **Karl Falkenberg**, ancien directeur général Environnement à la Commission européenne ; **Pascal Lamy**, ancien Commissaire européen, ancien directeur de cabinet de Jacques Delors ; **Jean Jouzel**, climatologue ; **Pierre Larrourou**, économiste ; **Enrico Letta**,

ancien président du Conseil italien ; **Denis MacShane**, ancien ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne ; **Miguel Moratinos**, ancien ministre espagnol des Affaires étrangères ; **Sandro Gozi**, ancien ministre des Affaires européennes de l'Italie ; **Olivier de Schutter**, membre du Comité des Droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU ; **Sabine Thillaye**, présidente de la Commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale ; **Christophe Arend**, député et président du groupe d'amitié France-Allemagne ; **Franziska Brantner**, députée au Bundestag, membre du Groupe de travail franco-allemand.

www.climat-2020.eu